



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 12/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEAPM

49 bis av Franklin Roosevelt
77210 AVON

Références : 221882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement SEAPM implanté Carrière de Marolles-sur-Seine - D 411 77290026 77130 MAROLLES SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEAPM
- Carrière de Marolles-sur-Seine - D 411 77290026 77130 MAROLLES SUR SEINE
- Code AIOT : 0006511986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SEAPM exploite la carrière alluvionnaire de sables et graviers sur la commune de Marolles-sur-Seine. L'activité de ce site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD M 024 du 10 octobre 2007 et modifiée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2018.

La surface autorisée est de 256ha 13a 73ca.

La visite a permis de vérifier la conformité du site au dossier de récollement partiel pour la fin de travaux de la phase 5bis déposé auprès de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement par la société SEAPM le 31 mai 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bilan annuel
- Plan de gestion des déchets
- Garanties financières
- Remise en état de la phase 5bis

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	/	Sans objet
2	PGDI	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
3	Remise en état de la carrière	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III-15-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plans	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III-19	/	Sans objet
5	Montants de référence des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/04/2018, article 3 V-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier la conformité au dossier d'abandon partiel anticipé de la phase 5bis déposé auprès de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement par la société SEAPM le 31 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
Thème(s) : Risques accidentels, PGDI
<p>Prescription contrôlée : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.</p> <p>Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ; - à la récupération et au traitement des lixiviats ; - à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
<p>Constats : Des zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont actuellement présentes sur le site.</p> <p>Les terres végétales et stériles de découverte qui sont stockées font l'objet d'un suivi des quantités et les zones de stockage correspondantes sont représentées sur un plan topographique.</p> <p>L'exploitant a indiqué le volume et la localisation des stocks de terres végétales et de stériles de découverte (dont les merlons) sur le plan annuel d'exploitation de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets le jour de la visite. Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière a été établi en septembre 2022 pour la période 2022 - 2027.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remise en état de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III-15-1
Thème(s) : Remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'exploitation 12 s et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation, La phase N +2 (zone A) ou N+3 (zone B) n'est entamée que lorsque la phase N est remise en état.
Constats : La remise en état est conforme au dossier de cessation partielle d'activité présenté à l'inspection. Celle-ci est entièrement agricole. Aucun piézomètre n'est présent sur le secteur du récolement. Il a été constaté le jour de la visite de la bonne remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III-19
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- l'échelle,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les Zones en cours d'exploitation,- les zones déjà exploitées non remises en état,- les Zones remises en état,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),- pour les parties en eaux ; cotes bathymétriques,- les convoyeurs, le stacker, les stocks, les aires étanches, les locaux sociaux et décrotteurs de roues.- les pistes et voies de circulation,- les piézomètres,- les pylônes, les réseaux AEP et téléphone, les lignes électriques aériennes ou enterrées,- les bornes mentionnées à l'article II-2,- les valeurs des éléments Si, S2, S3 et L définis à l'article V-] Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.
Constats : Le plan de suivi a été transmis à l'inspection le 31 mars 2022 avec le suivi annuel de la carrière. Le plan est conforme à l'arrêté préfectoral d'exploité. Celui-ci est validé et signé par l'exploitant en date du 22 février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Montants de référence des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2018, article 3 V-1
Thème(s) : Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières TTC correspondant aux deux dernières quinquennales d'exploitation et de remise en état de la carrière est établi comme suit : S1 (ha) = 23,6 S2 (ha) = 46,4 S3 (ha) = 2,4
Constats : Dans le bilan d'exploitation pour l'année 2021, en matière de garanties financières, les valeurs maximales des surfaces S1 S2 et S3 sont respectées. L'exploitant a indiqué la comparaison des paramètres des garanties financières au 31/12/2021 avec les valeurs maximum prévues à l'APC du 13/04/2018 : - Les surfaces en infrastructure S1 (11628+127644=139 272m ²) sont inférieures au seuil de : 236 000m ² , - Les surfaces en chantiers S2 (268 472m ²) sont inférieures au seuil de : 464 000m ² , - Les surfaces des talus en travaux S3 (8 650m ²) sont inférieures à : 24 000m ² .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet